

Communiqué de presse

Vendredi 29 août 2014

L'avenir de la mobilité

Journée de l'économie d'economiesuisse à Zurich

L'assemblée annuelle 2014 d'economiesuisse était placée sous le thème « L'avenir de la mobilité ». À ce sujet, Heinz Karrer, président d'economiesuisse a déclaré, dans son discours, « La mobilité évolue et les conditions-cadre politiques doivent suivre ». Lars Thomsen, orateur invité, a esquissé les changements qui se produiront en matière de mobilité ces dix prochaines années. La conseillère fédérale Doris Leuthard, enfin, a rappelé que la mobilité ne sera pas maîtrisée simplement avec plus de rail ou de route. « Nous avons besoin d'une approche combinée avec la politique en matière d'aménagement du territoire et d'idées sur les moyens de lisser les pics de mobilité du matin et du soir. » Lors de la Journée de l'économie, les membres d'economiesuisse ont par ailleurs souhaité la bienvenue à Monika Rühl, la nouvelle directrice de l'organisation.

La relation entre la Suisse et l'Europe est devenue plus compliquée et suscite de très grandes incertitudes. Les conséquences d'une éventuelle disparition des accords bilatéraux I ne peuvent pas être chiffrées précisément. Cependant, il est d'ores et déjà clair que les entreprises suisses ne pourraient plus accéder aussi facilement au marché européen, a déclaré Heinz Karrer. Aux yeux de l'économie, trois critères sont décisifs en lien avec la mise en œuvre de l'initiative sur l'immigration de masse : l'acceptabilité en termes de politique extérieure, une flexibilité maximale pour les entreprises et le respect du mandat constitutionnel tout en veillant à utiliser la marge de manœuvre existante. Il ne serait pas réaliste de compter sur une solution rapide, c'est pourquoi il est d'autant plus important que les partenaires coopèrent et aient la volonté de trouver une solution. Afin de préserver notre liberté d'action et d'éviter de détériorer davantage nos relations avec l'UE, il est nécessaire d'opposer un refus clair à l'initiative ECOPOP le 30 novembre prochain.

Promouvoir le dialogue entre la population et l'économie

Dans son discours, Heinz Karrer a également mis en avant la difficulté croissante de réunir une majorité de voix en faveur de projets favorables à l'économie. Cette dernière fait face à une perte de confiance et n'est pas encore parvenue à inverser le processus. Les milieux économiques doivent multiplier les efforts pour mener un dialogue ouvert avec la population et les milieux politiques. Cela implique de mieux sonder leurs préoccupations, intérêts et besoins ainsi que d'intégrer au mieux ces éléments dans les réflexions et les mesures mises en place. Il s'agit également de davantage sensibiliser la population au fonctionnement d'une économie suisse mondialisée et à son importance pour la prospérité. La communication doit être compréhensible et simple. Par exemple, les entrepreneurs pourraient davantage s'engager sur le plan politique, en assumant des mandats ou en permettant à leurs collaborateurs de s'engager politiquement.

Mobilité : tendances jusqu'en 2024

Lars Thomsen, orateur invité, s'est tourné vers l'avenir. Selon lui, la mobilité changera davantage au cours des dix prochaines années qu'elle ne l'a fait pendant les 50 dernières. Des évolutions techniques et sociales permettront de nouvelles formes de mobilité, qui affecteront les fabricants automobiles, les logisticiens, les urbanistes, les usagers des transports publics et le trafic individuel. On peut citer l'exemple de l'intelligence artificielle des véhicules : bientôt les véhicules rouleront mieux et plus sûrement sans chauffeur que lorsqu'ils sont conduits par une personne. Le comportement des consommateurs changera aussi considérablement. De plus en plus, ce ne sera pas la possession d'un véhicule qui sera déterminante, mais l'accès à une ressource en matière de mobilité. Les smartphones et applications influenceront dans une large mesure la perception et l'utilisation de la mobilité.

Une approche combinée avec la politique d'aménagement du territoire est nécessaire

Dans un contexte économique fait de risques et d'incertitudes, la politique a besoin de partenaires forts dans l'économie. Au sujet de l'augmentation de la mobilité, la conseillère fédérale Doris Leuthard a expliqué que « la mobilité ne pourra pas être maîtrisée simplement avec plus de rail ou de route. Gagner cinq minutes sur le trajet entre Zurich et Berne n'y changera rien non plus. La mobilité n'est pas l'affaire de la seule politique des transports, elle doit être abordée conjointement avec celle en matière d'aménagement du territoire. Elle suppose de penser et de planifier des solutions globales qui ne s'arrêtent pas aux frontières communales et cantonales. » Afin de mieux utiliser les infrastructures de transport disponibles, nous avons besoin de solutions innovantes. Or c'est l'économie qui se charge des sauts technologiques. En vue d'une discussion sur des infrastructures de transport financées davantage par les usagers, le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) est en train d'élaborer un rapport, destiné au Conseil fédéral, qui présentera des modèles de tarification de la mobilité ainsi que leurs avantages et inconvénients.

L'avenir de la mobilité a ensuite été vivement discuté lors de la table ronde, en présence de Regula Rytz, conseillère nationale et co-présidente des Verts, Markus Hutter, ancien conseiller national et entrepreneur, Thomas E. Kern, CEO de Flughafen Zürich AG, et Daniel Müller-Jentsch, responsable de projet chez Avenir Suisse.

Des photos de la Journée de l'économie seront disponibles sous www.photopress.ch/image/Aktuell/August+14/Tag+der+Wirtschaft+2014 à partir de 18 heures.

Pour toutes questions :
Cristina Gaggini, directrice romande
Téléphone: 078 781 82 39